

La Turquie vote au Conseil de l'Europe contre la protection des chrétiens d'Orient

Après avoir décrit l'Europe de l'aimable manière suivante :

« Les marchés du travail et les systèmes de sécurité sociale européens sont comateux. Les économies européennes stagnent. Les sociétés européennes sont presque gériatriques.

La Turquie, elle, déborde de la vigueur dont l'économie européenne a si méchamment besoin. L'Europe n'a pas vraiment d'alternative à la Turquie »....

...M. Erdogan vient d'enjoindre l'Europe d'avancer l'intégration de la Turquie... A se demander pourquoi il a tant besoin d'une Europe aussi moribonde !

Dans le même temps, à la suite des massacres de chrétiens en Irak et en Egypte, le Conseil de l'Europe (dont fait partie la Turquie) a souhaité voter une « motion de protection » des chrétiens d'Orient, et demande « d'élaborer d'urgence une stratégie pour faire respecter aux pays du Proche et Moyen Orient la liberté de religion, y compris le droit de changer de religion ».

« Les 11 parlementaires turcs se sont abstenus ou ont voté contre ».

Ils considèrent que l'intolérance religieuse envers l'islam en Europe amène ce genre de réactions au Moyen Orient, et qu'il faut donc empêcher la critique de toutes les religions.

Voilà qui Bruxelles veut faire entrer dans l'Europe ! Si on ose critiquer l'islam, il ne faut pas s'étonner du massacre de chrétiens !

A peine entrée dans l'Europe, la Turquie exigera ce qu'essayent d'imposer les pays islamiques à l'ONU depuis des années : le délit de blasphème, ou l'interdiction de critique des religions. On voit ce que cela donne au Pakistan et ailleurs.

Il n'est pas étonnant que la Turquie vote contre la protection des chrétiens d'Orient, elle-même ayant liquidé les siens lors du génocide des arméniens et des syriaques. Les meurtres plus « individuels » de chrétiens se poursuivent d'ailleurs en Turquie, que le pouvoir fait systématiquement passer pour des actes de déséquilibrés, et sans grande réaction de sa part.

La Turquie « islamique modérée » dévoile décidément de plus en plus son vrai visage, la brutalité de ses exigences et de son mépris, qui n'auront plus de bornes une fois qu'elle sera à l'intérieur du système européen.

Or l'Europe a bien l'intention de faire rentrer la Turquie en son sein sans consulter les peuples européens, ce qui est un total déni de démocratie.

Il est tout à fait anormal que nos gouvernements décident seuls de choix qui mettent radicalement en cause l'avenir de l'Europe et de ses habitants, ce qu'elle sera demain. Ces gouvernements sont élus sur des enjeux de politique intérieure et n'ont absolument pas la légitimité pour prendre ce genre de décisions sans consulter leurs peuples.

Et la Commission de Bruxelles encore beaucoup moins, ni même le Parlement européen, lui aussi élu sur des enjeux de politique intérieure.

Sylvie Montout